



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

ARRÊTÉ n° PREF-SGAD-BE-2025-0044

du 25 MARS 2025

**portant modification de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2020-209 du 31 juillet 2020
autorisant la SCEA VINCENT POMMIER à exploiter un élevage de 70 000 poules pondeuses
sur le territoire de la commune de VARENNES**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2020-209 du 31 juillet 2020, autorisant la SCEA VINCENT POMMIER à exploiter un élevage de 70 000 poules pondeuses sur le territoire de la commune de VARENNES ;

VU la demande présentée par la SCEA VINCENT POMMIER le 24 juillet 2024, en vue de modifier l'installation d'élevage de volailles qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VARENNES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 20 février 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 5 mars 2025 ;

VU le courriel du demandeur en date du 11 mars 2025 faisant part d'une observation sur ce projet d'arrêté en date ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la SCEA VINCENT POMMIER portent sur l'implantation d'un bâtiment à construire et l'augmentation modérée de l'effectif maximal, passant de 70 000 à 75 000 emplacements ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la SCEA VINCENT POMMIER ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS MODIFIÉES

Le texte de l'article 1.1 de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2020-209 susvisé est remplacé par le texte suivant :

« La SCEA VINCENT POMMIER, dont le siège social est situé 1 rue du Breuil – 89144 VARENNES, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un élevage de 75 000 poules pondeuses au lieu-dit « Les Eloys », sur le territoire de la commune de VARENNES. »

Le tableau figurant à l'article 1.2 de l'arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2020-209 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime *
3660 – a	Élevage intensif de plus de 40 000 emplacements de volailles	Atelier de poules pondeuses	75 000 places	A
2170	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques...	Séchage et normalisation des fientes	1,3 t/j	D

* A (autorisation) ou D (déclaration)

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NON MODIFIÉES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2020-209 susvisé demeurent applicables à l'installation, en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

ARTICLE 3 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la SCEA VINCENT POMMIER.

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de VARENNES et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de VARENNES pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Yonne ;
- 3° le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

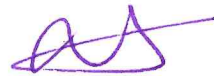
ARTICLE 5 – EXÉCUTION ET DIFFUSION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Madame la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- Madame le Maire de VARENNES,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **25 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Pauline GIRARDOT